

Et si la croissance ne revenait pas ?

Un court essai sur le sens de la crise¹

Jean Chamel

En 2009, le taux de croissance mondial se serait élevé, si l'on peut dire, à -2,5% d'après les estimations de la Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement (CNUCED) en septembre 2009². De fait, ce recul du PIB mondial est le plus important depuis des décennies et il faut remonter jusqu'à la Seconde Guerre mondiale pour enregistrer une récession d'une telle ampleur. Les étapes chronologiques de cette crise économique sont bien connues : financiarisation excessive, *subprimes*, vacillement du système bancaire mondial, crise du crédit, perte de confiance et donc baisse de la consommation et des investissements, chute de la production et du commerce international, hausse du chômage, plans de relance, augmentation des déficits publics, etc.

Cette séquence d'événements a été le point de départ d'un intense débat, lequel se poursuit encore aujourd'hui, relatif aux leçons à tirer de cette crise. Le point de vue dominant estime que le système en soi ne doit pas être remis en cause, que la crise actuelle résulte de dérives malheureuses et qu'il suffit en quelque sorte de « moraliser le capitalisme » pour faire repartir la machine et retrouver un régime de croissance. Un second courant est partisan d'un changement plus radical : à défaut d'« en finir avec le capitalisme », il estime qu'il est tout du moins nécessaire de le transformer en profondeur, pour repartir avec un nouveau système plus égalitariste, mal défini, mais toujours dans une logique de croissance économique.

Ces deux tendances ne sont finalement que des adaptations au contexte actuel de l'opposition classique droite/gauche, mais elles ne tiennent pas compte d'autres grands bouleversements en cours, à savoir l'accélération du changement climatique, la raréfaction des ressources naturelles à commencer par le pétrole et l'adoption du mode de vie occidental par une fraction grandissante de l'humanité.

D'autres positions, intégrant ces mouvements de fond, ont fait surface. Les tenants de la décroissance jugent ainsi que la croissance économique, jusqu'ici toujours corrélée avec

¹ Version 4 du 16.02.2010. Correspondance : jean.chamel@graduateinstitute.ch.

² CNUCED, *Trade and Development Report 2009* (Nations Unies, Genève, 2009). En janvier 2010, cette estimation semble exagérée compte-tenu de la reprise du dernier trimestre 2009 mais aucun chiffre exact n'est encore disponible.

une plus grande utilisation de ressources naturelles et un plus fort impact sur l'environnement, n'est plus une option viable. Il s'agit donc d'adopter un mode de vie plus frugal, impliquant une baisse de la consommation et de la production et, par conséquent, une décroissance économique. Enfin, une dernière mouvance est apparue récemment, celle de la « croissance verte ». Elle se propose de lever l'incompatibilité apparente entre la promotion d'un système de croissance libéral et la prise en compte des réalités écologiques et géologiques. Selon elle, il est possible de casser le lien (*delinking*) entre croissance économique et dégradation de l'environnement en promouvant justement les activités économiques « vertes » telles que la production d'énergie renouvelable.

Nous ne chercherons pas, dans les pages qui suivent, à prendre position pour ou contre l'un ou l'autre de ces points de vue, mais plutôt à proposer une autre perspective, laquelle pouvant coïncider, à l'occasion, avec un aspect de telle ou telle tendance. Notre approche prendra cependant le contre-pied de l'ensemble de ces vues en se voulant historique et non normative comme ces dernières : il s'agira de replacer la crise actuelle dans une perspective de longue durée afin de tenter d'en percevoir son sens à la suite de plusieurs siècles de transformations économiques. Nous n'aurons pas la prétention de dire ce que le système économique *devrait* être idéalement (ce qui renvoie à des valeurs subjectives variant d'un individu ou d'un groupe à l'autre), nous essayerons par contre de saisir la logique de son évolution pour suggérer une explication à la crise et tenter de deviner ce qui pourrait bien lui succéder à long terme.

Cet essai ne vise pas l'établissement d'une vérité toute relative³, mais garde l'ambition d'offrir au lecteur un regard neuf sur la crise économique actuelle, ainsi que sur ses causes et ses conséquences. Il est possible, et même probable, que les suites de cette crise prennent d'autres routes que celles esquissées ci-dessous, tant la complexité des sociétés humaines rend difficile toute prévision de leur évolution. Malgré ce risque, l'entreprise ne nous semble pas moins nécessaire, tant les enjeux sont importants : comprendre le sens de la crise, c'est savoir comment y faire face, comment maîtriser les changements qu'elle implique plutôt que les subir.

³ Notre raisonnement se base sur l'analyse des données que nous avons retenues comme pertinentes. Celles-ci nous semblent être d'une profondeur suffisante pour justifier l'interprétation que nous en faisons. Bien évidemment, ici réside la subjectivité de l'auteur : la sélection d'autres données conduirait peut-être à des conclusions fort différentes.

Crise, croissance et PIB

Qu'est-ce que la crise ? En quelques mots, il s'agit d'une contraction de l'activité économique, une baisse de la consommation et des investissements qui entraîne une diminution de la production de biens et services marchands, autrement dit : une récession. Cette réduction du volume de biens et services produits, échangés et consommés se traduit par la baisse d'un indicateur servant à mesurer l'évolution de l'activité économique à l'échelle d'un pays: le Produit Intérieur Brut (PIB). L'évolution de ce dernier, inventé lors de la création d'une comptabilité nationale aux États-Unis en 1934 et étendu au reste du monde après la Seconde Guerre mondiale⁴, est en général mesurée à l'aide d'un autre indicateur, le taux de croissance. Il s'agit en fait du taux de variation annuel du PIB, mesurant l'évolution du PIB d'une année à l'autre, mais comme cette évolution était positive pour la plupart des soixante dernières années, l'usage a retenu l'appellation de taux de croissance. C'est ainsi que la baisse du PIB observée dans de nombreux pays aux cours des derniers trimestres a été qualifiée de « croissance négative ».

Cette évolution sémantique est à notre avis lourde de sens. Elle montre combien un phénomène relativement récent, vieux d'à peine deux siècles, et circonscrit à la seule sphère économique des relations sociales, est devenu, pour ainsi dire, naturel et omniprésent. On ne parle en effet plus de « variation de l'activité économique », ni même de « croissance économique », mais de « croissance » tout court. La croissance, sans épithète ni complément, est devenue la mesure ultime du fonctionnement de notre société. Qu'elle soit présente, on la juge « molle » et l'on cherche à la « libérer » ; qu'elle s'évanouisse, et l'on cherche par quels moyens la faire « revenir », les « experts » se disputant sur la date de son « retour ». Ainsi naturalisée et réifiée, la croissance est devenue plus qu'un instrument de mesure dont on a oublié la signification exacte, elle s'est transformée en un objectif en soi, la nécessité absolue de l'harmonie sociale. Nous ne nous étendrons pas plus longtemps sur ce sujet, lequel tient plus du religieux que de l'économique, mais retenons que cette focalisation quasi-exclusive sur l'idée de croissance fait perdre de vue l'essentiel au plus grand nombre. A ne plus regarder que le taux de variation, on en oublie de s'intéresser à ce qui varie. C'est ainsi que, si l'on identifie aisément la crise actuelle à une croissance économique nulle ou négative, peu nombreux sont ceux qui font le lien entre la crise et le PIB *per se*. C'est ce lien que nous allons explorer.

⁴ Joseph E. Stiglitz et Carl E. Walsh, *Principes d'économie moderne* (Ed. De Boeck, Bruxelles, 2004).

Voici le type de graphique que l'on rencontre en général dans la presse économique quand on parle de PIB :

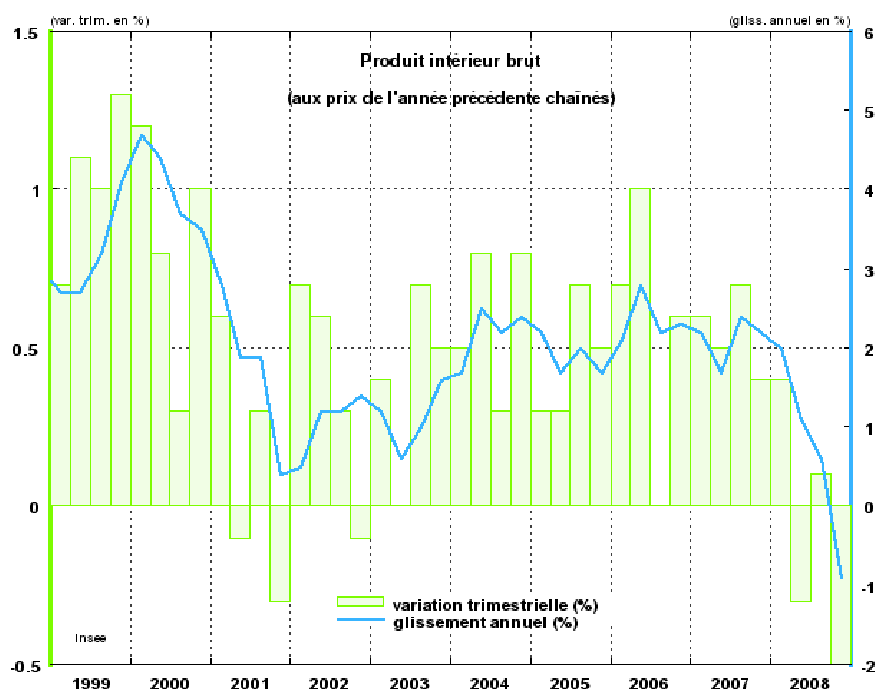


Figure 1. Variation trimestrielle (en %) du PIB français de 1999 à 2008⁵.

On y voit en fait la variation du PIB d'un trimestre à l'autre, exprimée en pourcentage, mais pas celle du PIB sur toute la période. Ce type de représentation illustre et entretient l'idée que l'expansion de l'économie est un fait intemporel, qui va de soi, et que ce qui compte, qui doit être analysé, c'est le rythme de cette progression, et donc le taux de croissance du PIB. En postulant que la plupart des économistes, même les meilleurs, basent leur réflexion sur des graphiques de cette sorte, il n'est pas étonnant qu'ils se soient enfermés dans une vision ahistorique de l'économie et qu'ils y aient entraîné à leur suite journalistes, intellectuels et politiques.

Pour sortir de ce piège, il nous faut examiner l'évolution du PIB lui-même, et non celle de son taux de variation, sur une longue période, et non quelques années comme c'est généralement le cas. Le Professeur Angus Maddison, historien de l'économie reconnu, s'est attaché à reconstituer l'évolution du PIB sur l'ensemble de la planète depuis l'an 1 de l'ère chrétienne. Il s'agit bien évidemment d'estimations puisque cet indicateur n'existe que depuis

⁵ INSEE, Tableau de bord de la conjoncture en France – Comptes de la Nation, 4^{ème} trimestre 2008: http://www.insee.fr/fr/themes/conjoncture/fiche_tableau_de_bord.asp?id_tbc_the=1, consulté le 25.09.2009.

¾ de siècle, mais celles-ci sont très instructives. Il s'avère tout d'abord que le PIB *per capita*⁶ ne varie guère jusqu'en 1820. Sa moyenne mondiale passe de 467 à 667 dollars⁷ en dix-huit siècles, alors qu'elle s'élève en 2006 à 7215 dollars⁸. Pour cette raison, nous nous intéresserons principalement à la période postérieure à 1820, date à partir de laquelle Maddison avance une estimation annuelle du PIB *per capita* pour la plupart des pays industrialisés (Figure 2.) :

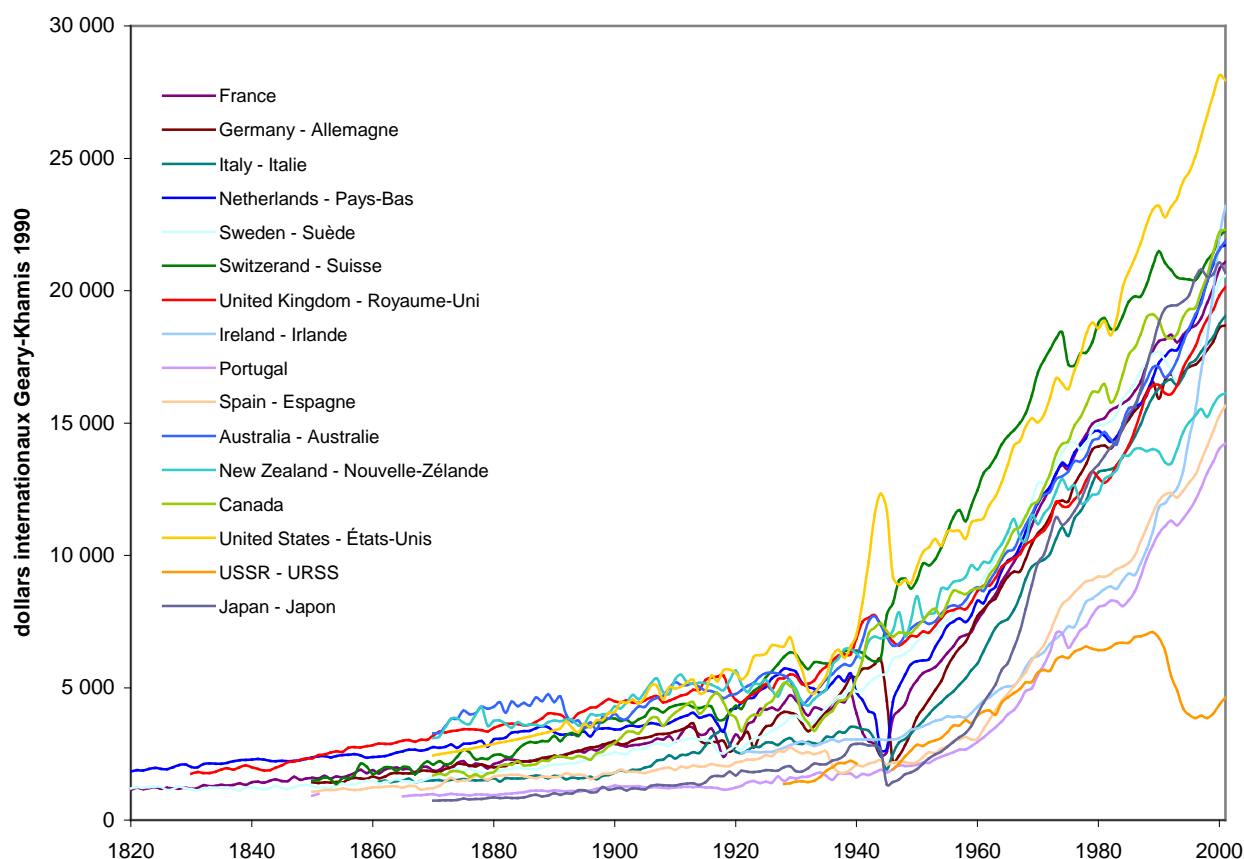


Figure 2. Évolution du PIB *per capita* des pays industrialisés 1820-2001⁹.

Que nous apprend ce graphique ? Il montre explicitement qu'en Europe occidentale, dans les pays d'immigration anglo-saxonne (Australie, Canada, États-Unis, Nouvelle-Zélande), en ex-URSS et au Japon, le PIB *per capita*, après avoir longtemps stagné, s'élève lentement à partir du milieu du XIX^e siècle. La Grande Dépression des années 1930 et la Seconde Guerre

⁶ Seule sera considérée l'évolution du PIB *per capita* (par habitant), la variation du PIB total dépendant pour une grande part de la démographie, elle ne permet pas le même type de comparaisons.

⁷ Il s'agit de dollars internationaux Geary-Khamis 1990, une unité de compte ayant pour base le dollar américain de 1990.

⁸ Données extraites de la base de données du Pr Angus Maddison, téléchargée le 22.09.2009 sur <http://www.ggd.net/maddison> (dernière mise à jour : mars 2009).

⁹ Extrait de la base de données d'Angus Maddison. Fichier Excel téléchargé le 21.09.2009 sur la page du Pr Ralph J. Brown de l'Université du Sud Dakota : <http://people.usd.edu/~rbrown>.

mondiale marquent un tournant dans cette évolution : la croissance économique s'accélère notablement à la suite de ces événements. Bien sûr, chaque pays présente un parcours spécifique : les Pays-Bas, puis le Royaume-Uni, furent les premières nations à connaître un essor de leur économie, avant de se faire voler la vedette par les États-Unis et d'être rejointes par le peloton européen. A l'opposée, le graphique illustre bien le « décollage » plus tardif de l'Espagne, de l'Irlande et du Portugal, ainsi que le parcours atypique des pays de l'ex-empire soviétique. Mais, dans l'ensemble, une histoire commune se dégage : une croissance économique en deux temps, d'abord relativement lente, puis beaucoup plus rapide dans la seconde moitié du XX^e siècle. En un coup d'œil, ces courbes déconstruisent l'idée, forgée par quelques décennies de forte expansion économique, d'une croissance perpétuelle : le PIB n'augmente significativement que depuis deux siècles à peine.

Cela étant dit, qu'en déduire concernant les perspectives d'évolution du PIB au cours des prochaines décennies ? Le fait que la croissance économique soit un phénomène historique récent, s'il remet la croissance à sa juste place – celle d'un indicateur pertinent dans une certaine temporalité et non d'un Graal à rechercher à tout prix, ne permet pas de déterminer son évolution future. Le PIB s'étant très fortement élevé jusqu'à ce jour, pourquoi ne poursuivrait-il pas sur sa lancée ? S'il fallait extrapoler sa tendance d'un coup de crayon sur le graphique ci-dessus, ne tracerions-nous pas un grand trait vers le haut de la page ? Mais, en y regardant de plus près, c'est à dire en ne considérant que la période 1946-2006 (Figure 3.), on s'aperçoit que l'augmentation du PIB n'a pas tendance à s'accélérer, mais plutôt à ralentir. Au premier coup d'œil, il semble que la progression est relativement constante sur la période. Cependant, une observation plus attentive permet de déceler une rupture dans les années 1980, avec un PIB *per capita* croissant rapidement jusqu'à cette date, avant de marquer un léger fléchissement ensuite. Cette tendance se vérifie pour la plupart des pays industrialisés avec, il est vrai, quelques exceptions : les économies américaines et irlandaises ne semblent pas, en effet, marquer le pas.

Si cette inflexion dans l'évolution du PIB demeure peu marquée, sa traduction en termes de croissance est beaucoup plus nette. En effet, un taux de croissance constant aurait pour conséquence une accélération permanente de l'augmentation du PIB¹⁰. Comme tel n'est définitivement pas le cas, il est clair que, pour les pays industrialisés, les taux de croissance tendent à diminuer.

¹⁰ Suivant le mécanisme bien connu des intérêts composés : un taux de croissance constant s'appliquant chaque année à un PIB augmenté, celui-ci croît de plus en plus vite dans l'absolu.

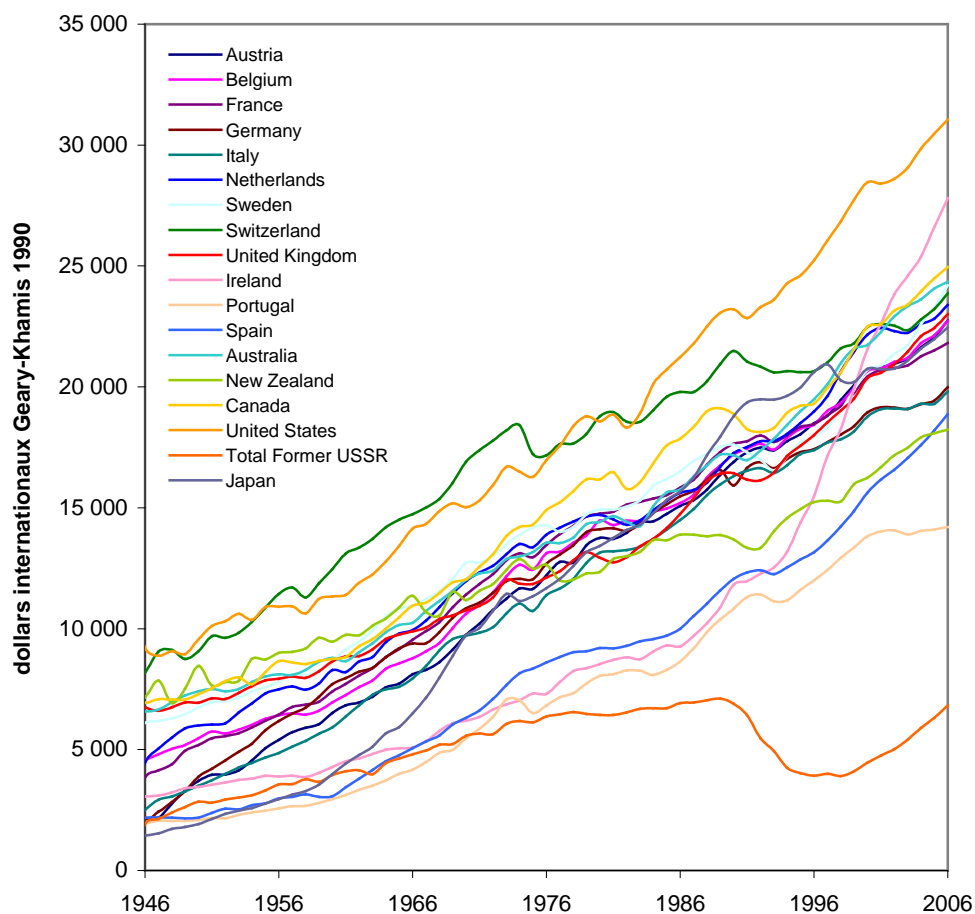


Figure 3. Évolution du PIB *per capita* des pays industrialisés 1946-2006¹¹.

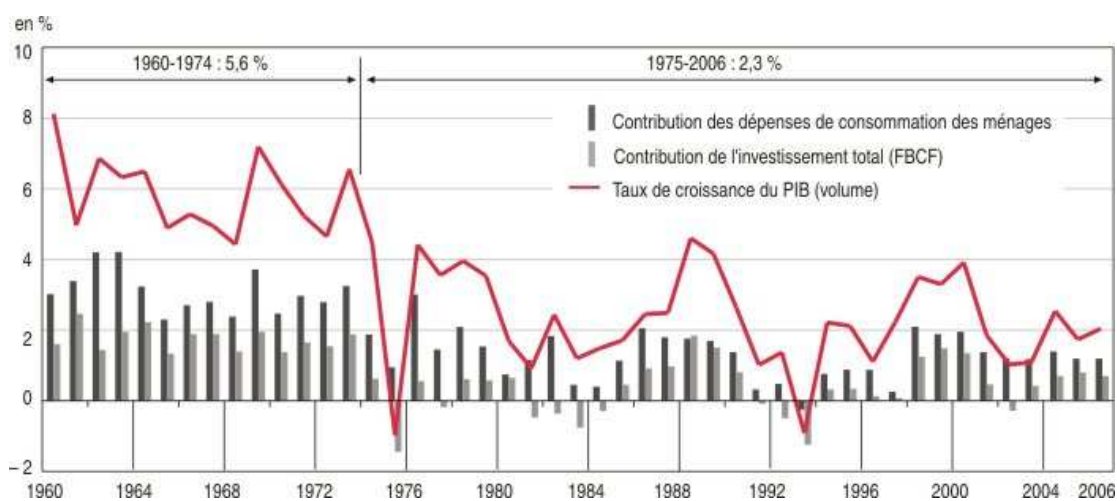


Figure 4. Taux de croissance en volume du PIB français de 1960 à 2006¹².

¹¹ Extrait de la base de données d'Angus Maddison, téléchargée le 22.09.2009 sur <http://www.gdc.net/maddison> (dernière mise à jour : mars 2009).

¹² INSEE, *Insee Première*, n° 1136, mai 2007 : <http://www.insee.fr/fr/ffc/ipweb/ip1136/graphiques.html> consulté le 21.09.2009.

La Figure 4. le met nettement en évidence dans le cas de la France : d'une moyenne de 5,6% par an sur la période 1960-1974, le taux de croissance du PIB passe à 2,3% sur la période 1975-2006¹³.

En résumé, nous avons rappelé que la croissance n'est pas l'objet désincarné que l'on se représente trop souvent, mais un simple indicateur rendant compte de l'évolution de l'activité économique, laquelle étant inscrite dans un contexte historique relativement récent. Cette évolution, illustrée par l'accroissement d'un autre indicateur, le PIB, est loin d'être linéaire : après être demeuré relativement constant pendant des centaines pour ne pas dire des milliers d'années, le PIB a commencé à s'élever doucement il y a deux siècles environ avant de progresser beaucoup plus rapidement à partir du milieu du XX^e siècle. Depuis une trentaine d'années environ, cette augmentation semble se ralentir, jusqu'au recul qui devrait être enregistré en 2009.

Partant, nous formulerons l'hypothèse suivante : *la croissance du PIB enregistrée au cours des deux cents dernières années est la représentation de la composante économique d'un grand mouvement de transformation de notre société, lequel comporte également des dimensions éducatives, politiques, technologiques, sanitaires, démographiques, religieuses, sexuelles, de genre, etc. De même que certains indicateurs rendent compte, pour certaines de ces dimensions, du passage d'un état stable à l'autre après une période de transition, nous postulons qu'il en est de même pour le PIB. D'après cette proposition, la croissance du PIB ne traduirait qu'une phase transitoire entre un niveau d'activité économique faible et relativement constant et un second niveau, élevé et également relativement constant. La croissance économique ne pourrait donc que tendre vers zéro. Suivant ce scénario, la crise économique actuelle serait une crise de transition, le passage d'un modèle de croissance forte à un autre, de croissance faible voire nulle.* Nous allons tenter d'étayer cette hypothèse dans les pages qui suivent.

Un développement multidimensionnel

Il est une tendance fâcheuse, peut-être héritée de la pensée de Karl Marx, de croire que tous les bouleversements sociétaux vécus au cours des derniers siècles ne sont que des

¹³ Une comparaison des taux de croissance du PIB *per capita* réduirait cet écart compte-tenu du ralentissement de la croissance de la population mais la démographie seule ne peut expliquer un tel tassement.

conséquences périphériques du développement économique. Les choses ne sont pas si simples et il est de fait extrêmement difficile d'établir des causalités strictes entre divers phénomènes ayant trait à l'éducation, la santé, l'économie ou la politique. Nous éviterons ce terrain glissant et nous nous contenterons de décrire à grands traits les différences marquantes entre le monde d'« hier » et celui d'« aujourd'hui »¹⁴. Dans le monde d'hier, la population est en grande majorité rurale et vit du travail de la terre, de l'élevage et/ou de la pêche, elle se déplace peu. La spécialisation du travail est faible, ce qui signifie que, s'il existe bien des professions, la plupart des tâches restent réparties à l'intérieur de la famille ou bien ne donnent pas lieu à des échanges marchands. L'école n'existe pas, l'éducation se fait au sein de la communauté, on y apprend ce qui est nécessaire à la vie familiale et sociale, les rites religieux, éventuellement un métier, mais ni à lire, ni à écrire. L'hygiène est inconnue, la médecine peu efficace, la mortalité est donc élevée, notamment chez les enfants de moins de cinq ans. En conséquence, les femmes mettent au monde beaucoup d'enfants, sans que la population ne s'accroisse rapidement. Cette fécondité élevée renforce la division sexuelle du travail : les femmes règlent les affaires domestiques, élèvent les enfants, s'occupent des repas, quand les hommes doivent apporter nourriture et argent et se chargent des affaires extérieures, comme la politique ou la guerre.

Le monde d'aujourd'hui est bien différent : la majorité des gens vit en milieu urbain ou péri-urbain et a une occupation professionnelle dans le cadre d'une division du travail très segmentée. Une minorité peut produire l'alimentation nécessaire à l'ensemble de la population. On se déplace énormément, en voiture, en avion, en transports en commun, aussi bien dans sa vie quotidienne que pour des week-ends ou vacances qui auparavant n'existaient pas. Le système éducatif est très développé et, de la crèche à l'université, on passe aisément une vingtaine d'années de sa vie en formation, l'analphabétisme est passé de la norme à l'exception. La promotion des règles d'hygiène et le développement de la médecine moderne ont entraîné une importante réduction de la mortalité, notamment infantile, et l'espérance de vie à la naissance s'est fortement allongée. De fait, la fécondité s'est réduite, permettant aux femmes d'accéder au travail rémunéré et entraînant du même coup une redéfinition des rapports homme/femme.

Nous nous limiterons à ces quelques aspects, conscients d'en laisser bien d'autres de côté, ceux-ci devant suffire à notre démonstration. Comme nous l'avons dit plus haut, il est

¹⁴ Le caractère flou de ces marqueurs temporels est un choix délibéré, tant la chronologie peut varier d'un pays ou d'une région à l'autre. Par ailleurs, il s'agit là de décrire les conditions de vie de la majorité, étant entendu qu'il existe des minorités plus ou moins significatives ne correspondant pas avec ces modèles.

bien difficile de dire quel phénomène est à l'origine de l'autre, tant les liens sont nombreux entre ces différents éléments. Ainsi, l'éducation est un facteur évident de progrès technique, lequel a permis d'augmenter la productivité économique. En retour, l'augmentation de la productivité, en réduisant le besoin de main-d'œuvre, a libéré des ressources et du temps de formation pour les enfants, puis les jeunes adultes, etc. De même, une bonne santé permet de mieux étudier et de mieux travailler, alors que de meilleures connaissances en médecine et un plus grand nombre de médecins (rendu possible par l'augmentation de la productivité et une plus grande spécialisation du travail) améliorent l'état de santé général. Tout est ainsi inter-relié par un système complexe de rétroactions positives, et aucune des évolutions décrites ne peut être comprise indépendamment des autres. En conséquence, considérer le développement des pays industrialisés sous le seul angle de l'économie, avec des indicateurs uniquement économiques comme le PIB, ne peut donner qu'une faible hauteur de vue sur cette période de leur histoire. Il convient donc de s'intéresser à ces autres aspects, et de regarder l'évolution des indicateurs qui leur sont propres, afin de réexaminer la trajectoire du PIB sous un autre jour.

Voici une série de graphiques représentant la variation de divers indicateurs sur des périodes relativement longues :

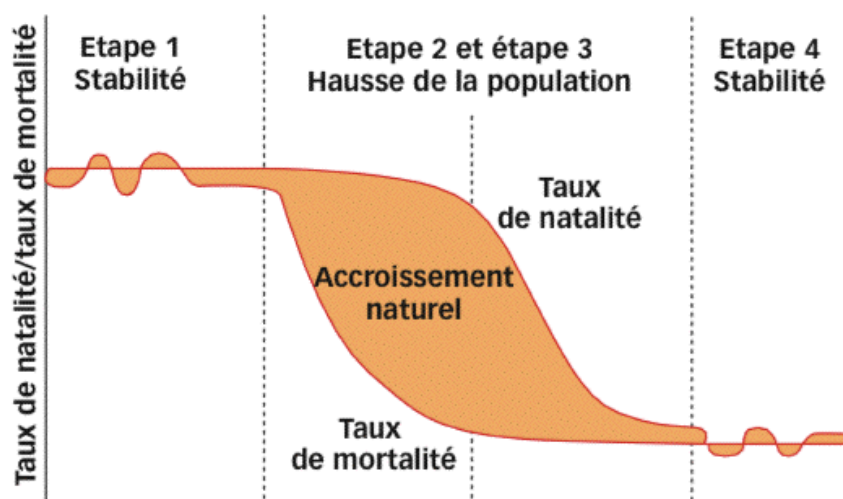


Figure 5. La transition démographique – Schéma théorique¹⁵.

¹⁵ Téléchargé sur <http://www2.cnrs.fr/jeunes/534.htm> le 02.10.2009. Ce schéma et certains de ceux qui suivent ont été récupérés sur diverses pages Internet, sans vérification des sources. Ils ont une fonction avant tout illustrative et ne montrent que des tendances communément admises.

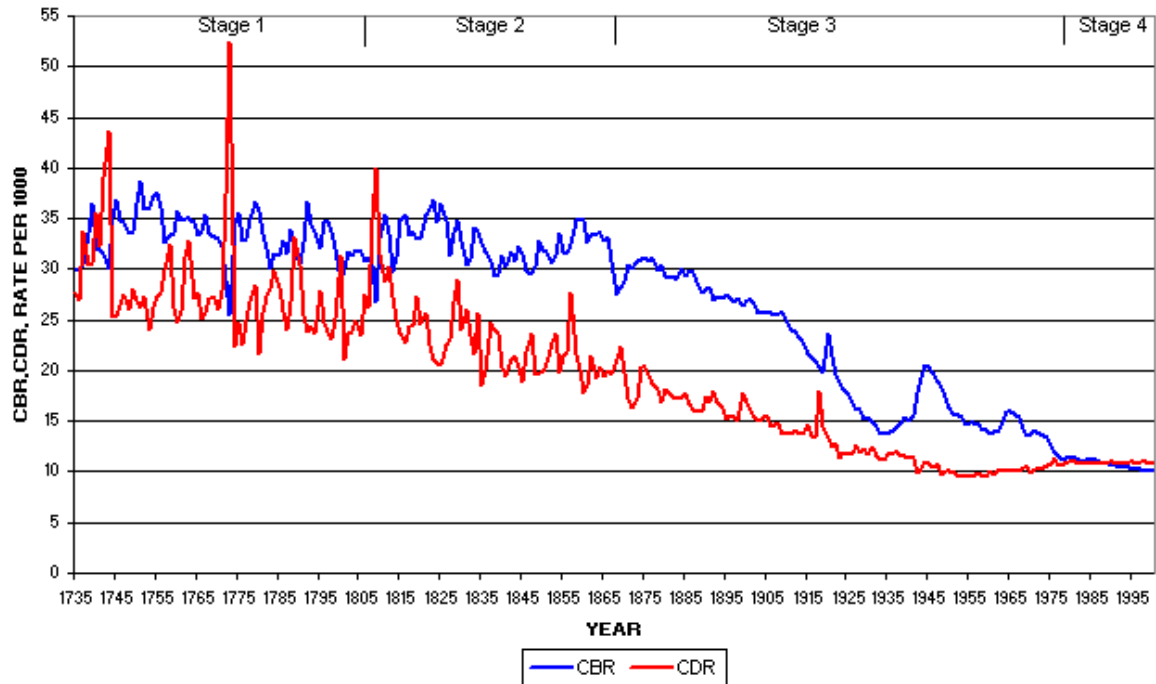


Figure 6. La transition démographique de la Suède entre 1735 et 2000¹⁶.

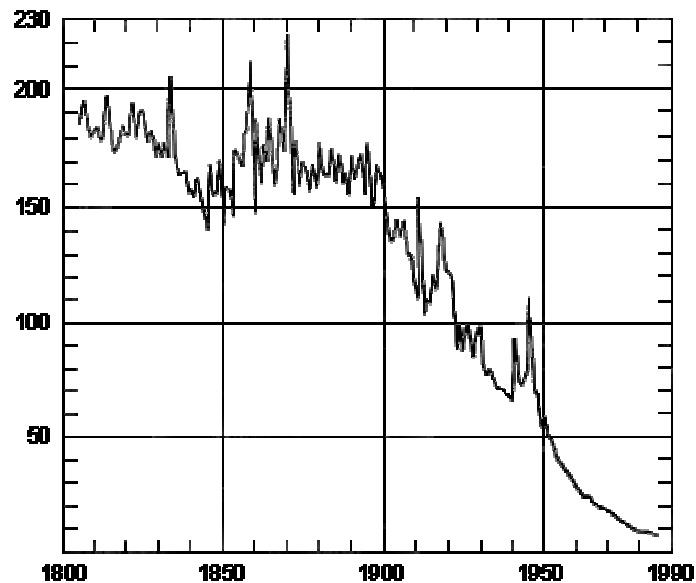
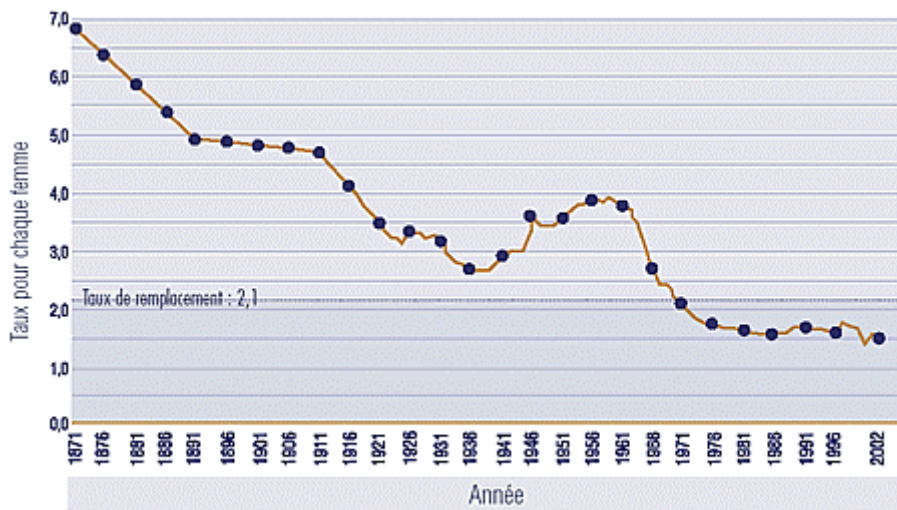


Figure 7. Évolution de la mortalité infantile¹⁷ en France, 1800-1990¹⁸.

¹⁶ Téléchargé sur http://www.absoluteastronomy.com/topics/Demographic_transition le 02.10.2009. CBR = *crude birth rate* = taux de natalité ; CDR = *crude death rate* = taux de mortalité.

¹⁷ Nombre de décès au cours de la première année de vie pour mille naissances vivantes.

¹⁸ Extrait de « Situation sanitaire et sociale des enfants » par Michel Rousset, consulté le 02.10.2009 sur http://www.med.univ-rennes1.fr/etud/pediatrie/situation_sanitaire.htm.



Source : Beaujot, 2000¹⁹; Statistique Canada, *Le Quotidien*²⁰, et *Annuaire du Canada 2001*²¹.

Figure 8. Indice synthétique de fécondité du Canada, 1871-2002¹⁹.

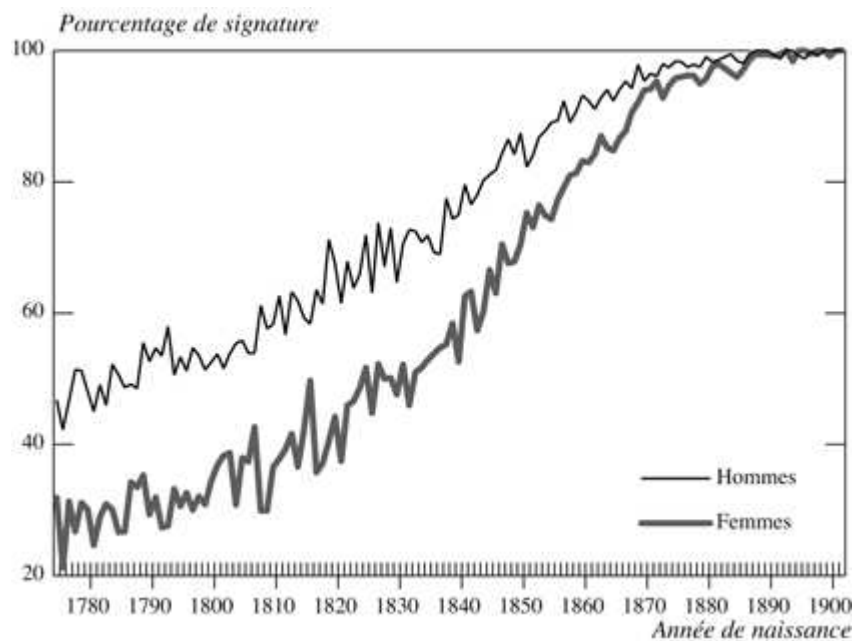


Figure 9. Évolution du taux de signature de l'acte de mariage en France, 1770-1900²⁰.

¹⁹ Graphique téléchargé sur le site web Santé Canada <http://www.hc-sc.gc.ca/sr-sr/pubs/hpr-rpms/bull/2005-10-chang-fertilite/intro-fra.php> le 02.10.2009.

²⁰ Jean-Pierre Pélissier et Danièle Rébaudo, « Une approche de l'illettrisme en France », *Histoire et Mesure*, Vol. 19, n° 2, 2004. Les taux d'alphabétisation ne faisant pas, à cette époque, l'objet de mesures statistiques précises, l'analyse du taux de signature des actes de mariage est une méthode de détermination indirecte souvent utilisée par les historiens.

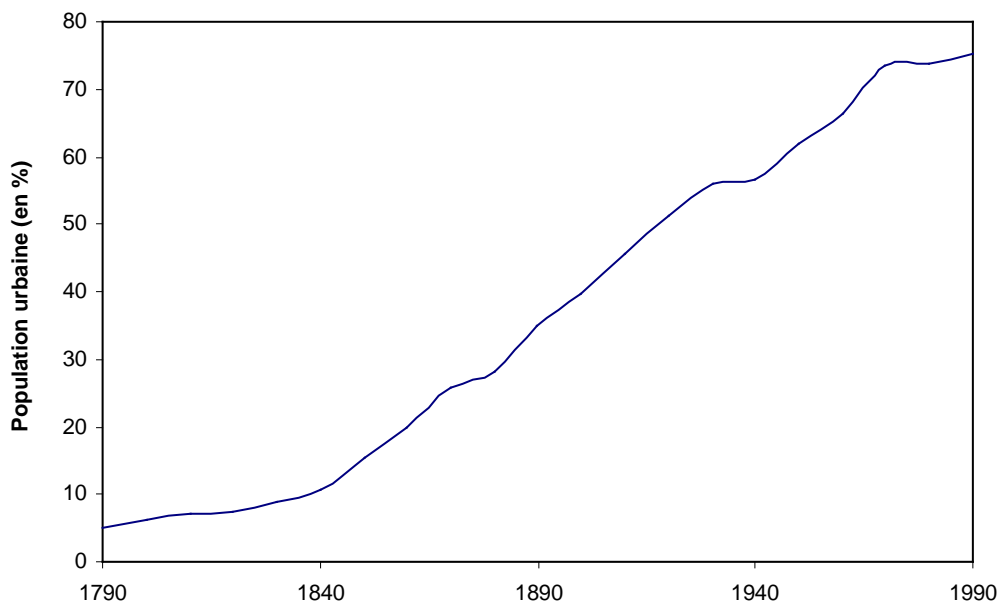


Figure 10. Évolution de la population urbaine des États-Unis, 1790-1990²¹.

La Figure 5. illustre le déroulement du phénomène, bien connu depuis Franck Notestein, de transition démographique : le point de départ est une situation relativement stable combinant forte natalité et forte mortalité ; puis le taux de mortalité s'abaisse, mais le taux de natalité reste élevé, entraînant un accroissement démographique. Avec un certain retard, le taux de natalité diminue à son tour. Enfin, natalité et mortalité s'établissent à un second niveau de stabilité, la transition est achevée. Il s'agit bien évidemment d'une représentation théorique, des variations importantes sont observées en réalité. Si la transition suédoise (Figure 6.) est relativement proche du modèle, celle de la France consiste en une évolution quasi-parallèle des deux taux, avec comme conséquence un faible accroissement de la population sur cette période.

Ce phénomène démographique ne survient évidemment pas *ex nihilo*, il est la conséquence d'un changement des conditions sanitaires, lesquelles permettent dans un premier temps de réduire significativement la mortalité infantile. La Figure 7. montre la chute spectaculaire du nombre de mort d'enfants dans leur première année de vie : de presque 200 décès pour 1000 naissances dans la France de 1800, ce taux s'élève aujourd'hui à quelques unités. Cette baisse de la mortalité, rendue possible par l'amélioration de la santé publique, rend inutile les familles nombreuses : la grande majorité des enfants atteignant l'âge de

²¹ D'après les données du US Census Bureau: <http://www.census.gov/population/censusdata/table-4.pdf>, consulté le 02.10.2009.

procréer, il n'est plus nécessaire de faire beaucoup d'enfants. Il en résulte une baisse importante du taux de fécondité : de sept et plus, le nombre d'enfants par femme descend à des valeurs avoisinant le seuil de 2,1 nécessaire au renouvellement de la population (cf. Figure 8. pour le Canada). Mais un tel bouleversement de l'organisation familiale ne devient souvent possible qu'avec l'autonomisation intellectuelle des femmes, facilitée par l'apprentissage de la lecture et de l'écriture²².

L'éducation est de fait l'une des dimensions les plus importantes des bouleversements survenus au cours des derniers siècles. Sans le développement du système éducatif et le mouvement d'alphabétisation des masses qui le caractérise dans un premier temps, il est effectivement peu probable que les conditions sanitaires auraient pu s'améliorer d'elle-même, que le progrès technique aurait de lui-même déclenché l'industrialisation, etc. Même si ces facteurs ont indéniablement, en retour, favorisé l'amélioration du niveau d'instruction. La progression du taux d'alphabétisation dans l'Hexagone est parfaitement illustrée par la Figure 9. Enfin, une dernière mutation – parmi beaucoup d'autres encore, est représentée par la Figure 10., laquelle montre le passage d'une société très largement rurale à une autre, majoritairement urbaine. Cette transition s'avère tout aussi interdépendante que les précédentes : en effet, la concentration de la population dans des centres urbains est une condition aussi bien qu'une conséquence du développement économique.

Qu'avons-nous voulu mettre en évidence en présentant succinctement l'évolution de ces quelques indicateurs : taux de mortalité, taux de natalité, taux de mortalité infantile, taux de fécondité, taux d'alphabétisation, taux d'urbanisation ? Non pas l'interdépendance entre ces variables (et avec le PIB), laquelle est relativement évidente et admise par quiconque s'intéresse de près à ces questions²³, mais l'isomorphisme qui caractérise ces différentes trajectoires. Pour l'ensemble de ces indicateurs, il y a transition d'un état de stabilité (haut ou bas) à un autre état de stabilité, comme le résume le tableau suivant :

²² Voir Emmanuel Todd, *L'invention de l'Europe* (Seuil, Paris, 1990) pour un compte-rendu détaillé de ces mutations en Europe de l'Ouest.

²³ L'Indicateur de Développement Humain (IDH), mis au point en 1990 par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) sous l'impulsion des économistes Mahbub ul Haq et Amartya Sen, est à ce titre révélateur : l'adjonction au PIB *per capita* de l'espérance de vie et des taux d'alphabétisation et de scolarisation pour former cet indicateur composite permet certes d'introduire quelques nuances dans la comparaison inter-pays mais il ne remet pas réellement en question le « classement général ». Sans surprise, les pays de l'OCDE restent en tête et ceux de l'Afrique subsaharienne en queue de peloton. Voir PNUD, *Human Development Report 2009* (Nations Unies, New-York, 2008).

Indicateur	État de stabilité	
	« hier »	« aujourd'hui »
Taux de mortalité	Élevé (~30 décès /1000 hab. /an)	Faible (~10 décès /1000 hab. /an)
Taux de natalité	Élevé (~30 nais. /1000 hab. /an)	Faible (~10 nais. /1000 hab. /an)
Taux de mortalité infantile	Élevé (~200 décès /1000 nais.)	Faible (~5 décès /1000 nais.)
Indice synthétique de fécondité	Élevé (7 et + enfants par femme)	Faible (~2 enfants par femme)
Taux d'alphabétisation	Faible (proche de zéro)	Élevé (proche de 100%)
Taux d'urbanisation	Faible (quelques %)	Élevé (autour de 70%)

Figure 11. Changement de niveau de stabilité de diverses variables²⁴.

Dès lors, puisque le PIB ne traduit que la dimension économique d'un vaste mouvement de changement sociétal, et puisque les indicateurs des transformations démographiques, sanitaires, éducatives et territoriales (parmi bien d'autres) de cette même mutation révèlent une identité de trajectoire (transition d'un état stable, haut ou bas, à un autre), pourquoi ce PIB n'évoluerait-il pas de manière similaire ? Autrement dit, alors que la croissance ou la décroissance des variables sus-mentionnées est toujours comprise comme un phénomène transitoire, de passage d'un niveau stable à un autre, pourquoi n'en serait-il pas de même pour la croissance du PIB ? Si une telle hypothèse s'avérait exacte, la croissance économique que nous connaissons depuis deux cents ans ne serait pas une nouvelle caractéristique propre au monde moderne, mais un événement transitoire – et donc de durée finie – nécessaire au passage d'un système où la production et les échanges de biens et de services marchands sont peu développés, à un autre où ils le sont beaucoup plus. On pourrait alors ajouter la ligne suivante au tableau ci-dessus :

Produit Intérieur Brut <i>per capita</i>	Faible (qq centaines de dollars)	Élevé (~25 000 dollars)
--	----------------------------------	-------------------------

A l'idée de *croissance économique* devrait alors se substituer le concept plus englobant de *transition économique*, avec ses différentes phases (*cf. infra*), comme pour la transition démographique.

Bien entendu, comparaison n'est pas raison et nous ne saurions anticiper une stabilisation du PIB *per capita* par simple analogie. Si celle-ci a permis d'attirer notre

²⁴ Valeurs approximatives généralement admises.

attention sur cette issue possible, elle ne peut à elle seule nous convaincre de son inéluctabilité. Ainsi, les autres indicateurs ne peuvent que se stabiliser, contraints en cela par d'évidentes limites : les taux de mortalité et de natalité ne peuvent descendre en dessous de zéro et ceux d'alphabétisation et d'urbanisation dépasser 100%. *A contrario*, rien n'empêche *a priori* le PIB de continuer à s'élever. Et pourtant, nous allons essayer de montrer dans les lignes qui suivent qu'un ralentissement puis un arrêt de la croissance économique serait la suite logique d'un enchaînement que nous expliciterons brièvement.

Croissance économique et révolution industrielle

Comme nous l'avons déjà évoqué, la croissance de l'économie observée depuis à peine deux siècles traduit un bouleversement profond des modes de production et de consommation et, ce faisant, des modes de vie. Le progrès technique et une organisation rationalisée du travail ont conduit à une très grande spécialisation des tâches. Alors qu'auparavant chaque foyer subvenait par lui-même à une grande partie de ses besoins, cette organisation de la subsistance a progressivement disparu, laissant place à un système beaucoup plus complexe, dans lequel hommes et femmes se voient confiés un travail bien déterminé. En échange de ce travail, ils perçoivent une rémunération leur permettant d'acquérir tous les biens et les services qu'ils ne produisent pas ou plus eux-mêmes. Cette logique spécialisatrice est au cœur du processus d'expansion de l'économie marchande, aidée en cela par la prolifération des avancées techniques et une exploitation croissante des ressources naturelles. Le passage d'un système à l'autre constitue ce que l'on appelle la révolution industrielle, caractérisée par une forte croissance économique puisqu'il s'agit de passer d'un monde où les échanges sont rares et non nécessairement marchands (donc non comptabilisés) à un autre où ils constituent la norme. Industrialisation et expansion économique vont de pair, en effet la production industrielle a vocation à être commercialisée : plus les biens et services sont produits de manière spécialisée et plus l'économie croît. La croissance ne pouvait qu'être soutenue pendant cette période de transition, parce qu'elle marque l'avènement d'une économie marchande généralisée alors que celle-ci était auparavant quasi inexistante, et il est possible de relever quelques points de repère « physiques » de cette « Grande Transformation ».

Une caractéristique fondamentale de la révolution industrielle est la réorganisation de l'espace : une population majoritairement rurale migre peu à peu vers les centres urbains,

contrainte ou aidée en cela par l'amélioration de la productivité agricole qui libère une grande partie de la main d'œuvre autrefois nécessaire à la production alimentaire. Cette mutation rend possible le développement des industries manufacturières, elle entraîne également un besoin considérable de nouvelles infrastructures : il faut évidemment construire des logements pour héberger les nouveaux citadins, mais aussi des voies de chemin de fer, des routes, des écoles, des hôpitaux, des administrations, des usines, des magasins... Autant d'occasions de faire produire et consommer, au sein de l'économie marchande, une population qui avant construisait son propre logement et subvenait directement à la plupart de ses besoins. Ce grand bouleversement s'est par ailleurs accompagné d'avancées techniques fondamentales, parmi lesquelles l'invention de la machine à vapeur puis du moteur à explosion – fonctionnant à l'aide d'une énergie abondante et bon marché, le pétrole – et la maîtrise de l'électricité. Ces découvertes ont révolutionné le transport, lequel s'effectuait auparavant à pied ou à l'aide d'animaux domestiques. Les déplacements facilités, que ce soit en train, métro, bus ou automobile, les infrastructures se sont adaptées à cette nouvelle variable, s'étendant et rendant de plus en plus nécessaire la possession d'une voiture particulière et la mise en place de réseaux de transports collectifs. Là encore, la fabrication et l'achat de véhicules en grande quantité ont fortement contribué à faire progresser le PIB jusqu'à ce que la majorité des foyers, puis des individus en âge de conduire, soit équipée.

Un autre grand « réservoir » de croissance était constitué par le travail domestique, essentiellement féminin, qui ne donnait pas lieu à rémunération et n'était donc pas pris en compte par les comptabilités nationales. La baisse de la natalité, le développement des écoles puis des crèches, la multiplication des appareils ménagers facilitant l'entretien du foyer (lave-linge notamment) et la préparation des repas (eau courante, cuisinière, réfrigérateur, plats cuisinés, etc.) ont rendu possible l'accès des femmes au marché du travail, agrandissant encore significativement la sphère des activités économiques.

Ces bouleversements de notre société sont bien connus, notamment des économistes qui ne mettent pas en question le « dogme » de la croissance. Comment pourrions-nous fonder sur ces observations l'hypothèse d'une fin de l'expansion économique ? Assez simplement, parce que là où la majorité des économistes voient ces transformations comme les éléments d'un processus de changement permanent, illimité, nous croyons percevoir des mutations définitives, tout du moins à l'échelle de quelques siècles. Plus exactement, pas plus que ces économistes nous ne voyons une fin du progrès technique et du changement social, seulement

nous leur accordons une importance décroissante quant à leur influence en termes économiques.

Expliquons-nous. La croissance économique est à double facette : elle suppose d'une part l'augmentation de la production marchande, et d'autre part une évolution parallèle de la consommation des biens et services produits. D'un côté, la très forte augmentation de la production marchande est certes une conséquence de l'augmentation de la productivité, aidée en cela par la mécanisation puis l'automatisation et donc par l'utilisation accrue d'énergie primaire, mais aussi, et même surtout, par la mise au travail rémunéré de l'ensemble de la population dite « active » et à la marchandisation résultante de ses activités. La production alimentaire, la construction de son logement, le travail domestique, les déplacements, l'éducation, les loisirs étaient auparavant des activités qui ne donnaient que peu lieu à des transactions financières. Progressivement, par spécialisation des tâches, elles se transforment en produits facturés, contribuant ainsi à accroître très fortement le Produit Intérieur Brut.

De l'autre côté, la demande de biens et de services commercialisés croît de concert, à mesure que le travail spécialisé ne permet plus de répondre à des besoins autrefois auto-satisfaits (au sein du ménage). Cette demande constitue en fait le moteur du processus, dans la mesure où c'est un monde nouveau qu'il faut bâtir ; tout est à construire, à mettre en place : lieux de vie, espaces publics, réseaux d'eau, d'électricité, de transport, de communication, lieux de production et de vente, établissements de soins, de formation, sécurité sociale, banques, assurances, et même casernes et prisons. La société s'installe dans un nouveau mode de fonctionnement, tout est à réorganiser, à recréer. Ici réside l'explication des taux de croissance élevés observés dans les décennies qui suivent la Seconde Guerre mondiale dans les pays dit aujourd'hui industrialisés²⁵.

Ce monde nouveau est aujourd'hui en place, avec ses bienfaits : sécurité alimentaire, moindre mortalité, espérance de vie élevée, vie plus confortable, mais aussi ses problèmes : stress, solitude, désenchantement, destruction de l'environnement, etc. Sans le juger plus avant, et sans perdre de vue qu'il est manifestement insoutenable, il n'en demeure pas moins que la transition vers ce nouveau système semble en grande partie achevée. La révolution industrielle touche à sa fin, tout simplement parce que l'industrialisation est maintenant quasi totale. Pour s'en convaincre, il suffit de regarder les objets autour de nous, de réfléchir à notre quotidien : la quasi-totalité de notre environnement urbain est issu d'un processus de

²⁵ Nous ne contestons nullement le rôle qu'a pu jouer le compromis fordien de redistribution des gains de productivité au cours de cette période d'augmentation soutenue du PIB. Mais celui-ci n'en constitue pas, à notre avis, l'explication ultime.

production industrielle, et la plupart de nos activités de tous les jours donne lieu, de près ou de loin, à des prestations de services de la part de professionnels. L'économie est aujourd'hui présente partout, comment pourrait-elle continuer à s'étendre au même rythme ?

La fin de la croissance

Suite à cette période d'expansion très importante, l'économie continue de croître, de nouveaux biens et services arrivent toujours sur le marché, mais la croissance se poursuit à une cadence ralentie depuis les années 1980 comme le montre l'inflexion des courbes de la Figure 3. En France, la croissance du PIB passe d'une moyenne annuelle de 5,6% sur la période 1960-1974 à 2,3% sur la période 1975-2006²⁶ (cf. Figure 4.), s'affaiblissant annuellement de 0,08 points en moyenne depuis 1950²⁷. Rien d'étonnant en cela puisque, comme nous l'avons dit, la transition vers la société industrielle – ou société de consommation – s'achève.

Alimentation et boissons non alcoolisées	13,5
<i>dont produits alimentaires</i>	12,4
Boissons alcoolisées et tabac	2,9
Articles d'habillement et chaussures	4,4
Logement, chauffage, éclairage	25,4
Équipement du logement	5,9
Santé (dépenses à la charge des ménages)	3,6
Transports	14,6
Communications	2,7
Loisirs et culture	9,0
<i>dont appareils électroniques et informatiques</i>	2,0
Éducation (dépenses à la charge des ménages)	0,8
Hôtels, cafés et restaurants	6,2
Autres biens et services	11,6
Dépenses de consommation des ménages	100,0

Figure 12. Répartition (en %) des dépenses de consommation des ménages en France en 2008²⁸.

²⁶ En volume total il est vrai, l'inflexion est vraisemblablement moins prononcée *per capita* du fait d'un affaiblissement de la dynamique démographique.

²⁷ Coefficient directeur d'une régression linéaire des taux de croissance annuels 1950-2007 établie d'après les données sources de l'INSEE, *Insee Première*, n°1201, juillet 2008. Feuille Excel téléchargée le 18.01.2010 sur <http://www.insee.fr/fr/ffc/ipweb/ip1201.xls>.

²⁸ Établi à partir du tableau Évolution de la consommation des ménages par fonction, consulté le 18.01.2010 sur http://www.insee.fr/fr/themes/tableau.asp?reg_id=0&id=301.

Pour s'en convaincre, il suffit d'examiner la répartition des dépenses de consommation des ménages (Figure 12.). Si l'on additionne les dépenses liées au logement, au transport, à l'alimentation et à l'habillement, on regroupe les deux tiers de la consommation directe des ménages. Cela signifie que près de la moitié²⁹ de notre économie repose sur la satisfaction de ces besoins qui ne donnaient auparavant lieu qu'à des échanges marchands limités. Nos arrière-grands-parents paysans (il n'est pas nécessaire de remonter plus avant) produisaient en effet l'essentiel de leur alimentation (alcool compris), se déplaçaient peu et généralement à pied et construisaient eux-même leur habitation et les ustensiles qu'elle contenait. Nous ne cherchons pas à nier que nous mangeons mieux (en tout cas plus varié et en quantité suffisante) que nos ancêtres, ni que nous nous déplaçons infiniment plus et que nos demeures sont beaucoup plus confortables, c'est une évidence. Ce qu'il faut comprendre, c'est qu'une fois l'agriculture moderne et l'industrie agroalimentaire développées, une fois la grande majorité des adultes équipée d'une automobile et une fois le parc de logements urbains construit et équipé, la moitié de l'économie est en place et n'appelle pas d'accroissement important de l'activité. Il existe bien sûr une demande de renouvellement et de « montée en gamme », mais elle n'est pas de nature à engendrer une croissance économique soutenue parce qu'elle ne s'apparente pas aux bouleversements que nous avons connus au cours du siècle passé.

Intéressons-nous maintenant à l'un des secteurs les plus dynamiques des économies industrialisées, les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC). En France, leur essor comptait en 2007 pour un quart de la croissance des dépenses des ménages, et même un tiers en 2008³⁰, alors même que la consommation des ménages constitue l'essentiel de la croissance économique de ces dernières années³¹. Assurément, ces technologies amènent de nouveaux appareils et de nouveaux services, lesquels séduisent la population qui les achète en masse, il est donc logique qu'elles contribuent à l'accroissement du PIB. Néanmoins, leur poids dans la consommation des ménages reste faible : de 1,3% en 1960, elles sont passées à 4,2% en 2005³². La progression est spectaculaire, mais cantonnée à une fraction des dépenses. En conséquence, malgré leur dynamisme, les TIC ne peuvent engendrer une forte croissance

²⁹ La consommation directe des ménages constitue 56% du PIB français, le reste se répartissant entre les dépenses des administrations et les investissements. Mais ces derniers sont à 81% le fait des entreprises et des ménages. Si on les considère comme principalement orientés vers la satisfaction des besoins directs des ménages et qu'on les associe à leur consommation directe, celle-ci constitue alors les ¾ du PIB. Les dépenses évoquées représentent donc bien la moitié de l'économie française. Source : INSEE, *Insee Première*, n° 1236, mai 2009.

³⁰ INSEE, *Insee Première*, n° 1241, juin 2009.

³¹ INSEE, *Insee Première*, n° 1236, mai 2009.

³² INSEE, *Insee Première*, n° 1101, septembre 2006.

économique : les espoirs que l'on plaçait en 2000 dans la « nouvelle économie » se sont dissipés depuis longtemps.

Pourtant, beaucoup d'entre nous aimeraient certainement vivre dans une maison ou un appartement plus grand, acquérir une résidence secondaire, rouler dans une voiture plus belle, partir plus loin en vacances, manger mieux, aller plus souvent au restaurant ou à l'opéra, acheter un téléphone ou un appareil photo plus perfectionné. Face à ces aspirations insatisfaites, toutes potentiellement génératrices de croissance économique, comment peut-on raisonnablement envisager que cette dernière prenne fin dans un avenir proche ? Cette question très simple appelle une réponse complexe, à plusieurs niveaux. En premier lieu, et dans la logique de ce qui a été dit précédemment, la plupart de ces désirs reviennent à vouloir « monter en gamme » au sein du système actuel et n'appellent pas de bouleversements de la même nature que ceux vécus au cours du siècle passé. En conséquence, leur assouvissement se traduirait certes par une augmentation du PIB, mais à un rythme moindre que par le passé.

Par ailleurs, la satisfaction de ces envies connaît certaines limites : elle suppose une augmentation parallèle de la production, laquelle ne va pas de soit. Celle-ci ne peut effectivement croître que si l'on travaille plus ou si la productivité augmente. Or il ne semble pas qu'il existe une réelle volonté de travailler beaucoup plus qu'à l'heure actuelle³³ et la productivité s'est jusqu'à présent accru grâce à l'utilisation grandissante d'énergie primaire bon marché. La raréfaction des énergies fossiles et la croissance exponentielle de la demande des pays émergents remettent aujourd'hui en question ce modèle.

On pourrait également invoquer un possible ralentissement du progrès technique, arguant de la difficulté croissante à faire de grandes découvertes scientifiques³⁴, des nombreuses questions que soulève le génie génétique ou des limites infranchissables de la loi de Moore³⁵. Or il n'est même pas certain que la technique influe autant qu'on pourrait le croire sur la croissance économique. C'est assurément le cas pour les appareils électroniques dont on a vu le faible potentiel de croissance, mais l'impact déterminant sur l'économie de l'industrie automobile a été le fait de la généralisation de ce mode de transport, pas celui des innombrables améliorations techniques qui ont vu le jour au cours des dernières décennies.

³³ Cela irait d'ailleurs à l'encontre d'une tendance de long terme à la réduction du nombre d'heures travaillées, par delà l'oscillation actuelle entre réduction et allongement du temps de travail.

³⁴ Il suffit, pour s'en convaincre, de comparer la facilité à prouver l'exactitude de la théorie de la relativité générale d'Albert Einstein avec les milliards de dollars investis dans le LHC au CERN de Genève pour s'assurer de l'existence du boson de Higgs.

³⁵ Selon la « loi de Moore », d'après le nom de l'ingénieur qui l'a formulé, le nombre de transistors dans une puce électronique double tous les deux ans, rendant possible les récents progrès des TIC. Mais cette évolution devrait atteindre dans les prochaines années les limites de la physique.

L'explication la plus convaincante est cependant la suivante : la croissance se nourrit de croissance. Quand les changements structurels imposaient un rythme soutenu d'augmentation du PIB, cette croissance forte forçait l'optimisme, une confiance en l'avenir qui ne limitait ni la consommation, ni l'investissement. Le monde industriel étant dorénavant en place, l'économie a perdu cette source de dynamisme et la mécanique s'est inversée : dorénavant, la faible croissance de l'économie nourrit plutôt l'incertitude et limite la demande³⁶. Les aspirations peuvent être là, s'il manque « la confiance des ménages », elles ne se transforment pas en demande réelle et l'économie stagne. Faute de moteur, l'économie se réfugie dans des bulles pour recréer artificiellement cet univers de croissance, mais celles-ci éclatent les unes après les autres, par manque de prise sur la réalité, laquelle n'offre d'autre perspective que celle d'une croissance « mollissant » inexorablement jusqu'à tendre vers zéro.

Le sens de la crise

La révolution industrielle s'achevant, la croissance faiblit donc. Cependant, notre société s'est construite autour de ce mouvement continu d'expansion économique. Celle-ci est devenue un facteur essentiel au bon fonctionnement de l'organisation sociale : le système de crédit est basé sur la croissance³⁷ et une augmentation permanente de la production et de la consommation est nécessaire pour parvenir au plein-emploi³⁸. L'augmentation du PIB est ainsi devenue une nécessité en soi, un objectif des politiques publiques jugé indispensable par la quasi-totalité des acteurs de la société. C'est par cette quête de la « divine croissance » que l'on peut expliquer la situation de crise économique que nous traversons actuellement.

Revenons dix années en arrière. Après quelques années d'embellies, très certainement associées au développement de la téléphonie mobile et de l'internet, la « nouvelle économie » s'effondre en mars 2000, entraînant avec elle les autres secteurs économiques. Il s'était en

³⁶ On peut aussi évoquer le rôle plus conjoncturel de la démographie. Alors que le *baby boom* a « dopé » l'économie des trois décennies suivant la Seconde Guerre mondiale, le vieillissement actuel de la population, en favorisant l'épargne mais pas l'investissement, déprime plutôt le système économique. Ce facteur explique sans doute en grande partie la différence de trajectoire au cours des dernières décennies entre les États-Unis et le reste du monde industrialisé (cf. Figure 2.) : les premiers restent une terre d'immigration et leur démographie vigoureuse contraste avec le vieillissement européen et japonais.

³⁷ Toute entreprise qui emprunte de l'argent doit nécessairement augmenter sa production afin de rembourser les intérêts de sa dette, et donc participer à l'augmentation du PIB.

³⁸ Dans le contexte d'une économie globalisée de plus en plus concurrentielle, les entreprises sont contraintes à augmenter en permanence leur productivité. En conséquence, si la production (et donc le PIB) ne croît pas au même rythme, il en résulte un sous-emploi de la main d'œuvre disponible, autrement dit du chômage.

effet créé, autour d'une innovation industrielle bien réelle, une « bulle Internet ». Pour relancer la machine, les banques centrales, notamment celle des États-Unis, baissent leurs taux directeurs. Mais cette réduction du loyer de l'argent ne conduit guère à des investissements productifs, lesquels, nous l'avons évoqué plus haut, sont de moins en moins évidents compte-tenu du stade avancé d'industrialisation des pays en mal de croissance. Qu'à cela ne tienne, l'argent étant disponible et bon marché, les achats immobiliers s'en trouvent favorisés et entraînent l'apparition d'une nouvelle bulle spéculative. Afin de convertir cette spéculation immobilière en emploi, le gouvernement américain incite les banques à accorder des prêts à des foyers modestes peu solvables pour leur permettre d'acheter un logement. Le secteur de la construction s'en trouve dopé, mais parallèlement les banques étasuniennes irriguent le monde de ces créances toxiques, lesquelles seront à l'origine du séisme financier dont la faillite de Lehman Brothers le 15 septembre 2008 constituera l'épicentre. S'ensuit alors la perte de confiance des consommateurs et des investisseurs avec pour conséquence la récession au niveau global de l'économie en 2009, et des perspectives de croissance réduite pour les pays industrialisés dans les années qui viennent³⁹.

Ceux qui désignent le secteur financier comme principal responsable et appellent à une vague « moralisation du capitalisme » feraient mieux de réfléchir plus avant sur les causes profondes de la crise. De notre point de vue, la finance, avec toutes ses dérives, n'a fait que tirer parti de conditions macroéconomiques qui lui étaient favorables. Elle ne serait donc pas à l'origine ultime de cette crise, bien qu'elle nous y ait finalement conduit, s'octroyant au passage des bénéfices colossaux. Selon nous, la raison première de la crise économique s'identifie au refus de comprendre que la croissance est dernière nous. Nous avons décrit plus haut les raisons qui nous prètent à penser que le PIB ne peut que croître de moins en moins vite. A vouloir à tout prix créer les conditions de cette croissance impossible, les États favorisent l'apparition de bulles qui finissent toutes par éclater⁴⁰. Des taux directeurs très bas, associés au développement de systèmes de retraite par capitalisation dépendant des résultats financiers, ont rendu possible tous les excès de ces dernières années, pour nous ramener finalement au point de départ, à savoir la stagnation économique dont souffre notre société, du fait de son organisation autour du paradigme de la croissance éternelle.

³⁹ Voir le numéro spécial de *The Economist*, *The World in 2010*, décembre 2009.

⁴⁰ Après la fin de la « bulle Internet », puis le retournement du marché de l'immobilier en 2007, ce sera la ruée vers le pétrole, les matières premières et les denrées alimentaires.

La crise actuelle ne serait donc pas uniquement le résultat d'évènements contingents. Si tel était le cas, il suffirait de corriger quelques dysfonctionnements pour que tout rentre dans l'ordre et que la croissance « revienne », comme avant. Nous pensons que cette crise est au contraire *nécessaire*, qu'elle s'inscrit dans l'histoire de l'expansion économique, et qu'à ce titre elle est porteuse de *sens*⁴¹. La validité de cette hypothèse ne pouvant être vérifiée qu'*a posteriori* (c'est à dire sans doute pas avant quelques décennies), nous ne pouvons actuellement qu'explicitier les raisons qui nous poussent à la formuler. Nous avons auparavant établi que l'augmentation soutenue du PIB était un phénomène récent, débutant au XIX^e siècle après une très longue période d'expansion extrêmement lente de l'économie. Nous avons par ailleurs constaté que la crise des années 1930 marquait une rupture, fort bien illustrée par la Figure 2., avant l'accélération de la croissance du PIB. Or, l'ampleur de la crise financière née en 2008 a réveillé dans notre mémoire collective le souvenir du fameux « Jeudi noir », jour du krach de Wall Street en 1929. De plus, le monde a connu en 2009 la plus importante récession économique depuis la Grande Dépression. Puisque celle-ci fût l'élément déclencheur des changements sociaux qui permirent l'accélération de la croissance économique, nous supposons que la crise actuelle pourrait jouer un rôle symétrique, amenant les conditions sociales rendant possible un ralentissement de la croissance devenu inéluctable.

Le monde d'avant-guerre n'était pas en mesure de générer la forte croissance des décennies suivantes : la demande n'arrivait plus à suivre l'augmentation de la productivité. Il devra se lancer dans un conflit abominable pour créer une demande de matériel de guerre qui emploiera toutes les capacités de production et réduira ainsi le chômage⁴². Après 1945, c'est la transformation en profondeur de la société par la mise en place de l'État-providence qui prendra le relais. Systèmes de retraite et protection sociale libèrent la demande quand grands programmes d'équipement et de formation soutiennent la production.

Aujourd'hui, les pays riches ne peuvent se passer d'une croissance économique qu'ils n'arrivent plus à générer. Il en résulte une nouvelle situation de crise, durable, dont on ne sortira que lorsque l'on aura trouvé les moyens d'assurer le bon fonctionnement social sans

⁴¹ Que l'on ne se méprenne pas : nous ne cherchons pas à faire de la révolution industrielle, ainsi que de la croissance économique qui lui est associée, de quelconques nécessités historiques ; l'origine de ces mutations est très certainement contingente. Mais, une fois le processus enclenché, son déroulement ultérieur est en partie pré-déterminé. Rien n'oblige le chasseur à tirer, mais une fois la balle partie, celle-ci ne fait pas demi-tour.

⁴² La sortie de crise de l'Allemagne hitlérienne par son réarmement est bien connue. On évoque moins souvent le cas des États-Unis qui, malgré le *New Deal* de F. D. Roosevelt, devront attendre leur entrée en guerre en 1941 pour en finir avec un taux de chômage à deux chiffres. Les statistiques du US Bureau of Labor indiquent que ce dernier passe ainsi de 14,6% en 1940 à 1,2% en 1944, le plus bas niveau enregistré à ce jour (tableau consulté le 18.01.2010 sur <http://www.bls.gov/cps/cpsaat1.pdf>). La Figure 2. montre d'ailleurs le bond extraordinaire du PIB américain pendant ces années de guerre.

croissance. C'est là le sens que nous donnons à la crise actuelle, celle d'un changement de rythme dans l'accroissement du PIB, un ralentissement appelant une nouvelle adaptation de notre société.

Les conséquences de la crise

Dans les années 1930, la première réponse des gouvernements face à la crise économique a été des politiques d'austérité qui n'ont fait que l'aggraver. Les plans de relance ne sont venus que dans un second temps, relance tout d'abord sous la forme de construction d'infrastructures, puis par l'économie de guerre. En 2009, nos dirigeants se sont félicités de ne pas avoir commis les mêmes erreurs qu'en 1929 en initiant une immense relance qui laisse croire à certains que la crise est dernière nous. Las, l'analyse keynésienne de la crise comme résultant d'une insuffisance de la demande globale (consommation plus investissements) est certes pertinente, mais vouloir stimuler cette dernière en creusant les déficits publics s'apparente à de l'acharnement thérapeutique. Cette stratégie faisait sens lorsqu'il s'agissait de forcer les derniers verrous bloquant une forte expansion économique que les facteurs scientifiques, techniques, éducatifs et sociaux rendaient possible. Elle ne semble plus pertinente quand ces même facteurs prêtent à penser que la croissance économique ne peut que s'épuiser peu à peu. John Maynard Keynes fût l'économiste génial de son temps mais c'est une erreur que de vouloir continuer à suivre ses préceptes dans le monde d'aujourd'hui, très différent du sien⁴³. Les plans actuels de relance d'inspiration keynésienne rappellent alors étrangement ces usines américaines de fabrication d'avions militaires qui continuèrent à fonctionner après la capitulation japonaise. Les appareils neufs étaient directement conduits à la casse⁴⁴, mais il était impossible d'arrêter net une industrie de guerre qui représentait près de 40% du PIB étasunien⁴⁵ sans provoquer de graves troubles sociaux.

Ceux qui espèrent sauver notre modèle de croissance en misant sur les effets d'une « croissance verte » devront également déchanter. Les défis du changement climatique et de la raréfaction des énergies fossiles vont nous contraindre à modifier très significativement notre

⁴³ Ce qui ne veut pas dire que J. M. Keynes n'avait pas, dans une certaine mesure, anticipé la situation actuelle. Lire son texte « Perspectives économiques pour nos petits-enfants », publié en 1930.

⁴⁴ Anecdote tirée d'un documentaire sur l'histoire de l'aviation diffusé à la télévision au printemps 2009, impossible de retrouver le nom du film...

⁴⁵ 37,19% du PIB en 1945 d'après Christopher Tassava, « The American Economy during World War II » in EH.Net Encyclopedia éditée par Robert Whaples, février 2008, <http://eh.net/encyclopedia/article/tassava.WWII> consulté le 20.01.2010.

mode de vie mais ces changements se traduiront plus en termes de modification de l'économie que de croissance. Prenons un seul exemple : au cours des prochaines décennies il sera nécessaire de développer les réseaux de transport en commun et de mettre en place des systèmes d' « autopartage » qui créeront évidemment de l'activité économique et des emplois. Mais, en contrepartie, devra progressivement disparaître le modèle de la voiture particulière, ce qui détruira autant, si ce n'est plus, d'emplois. Il y aura très probablement une redistribution de fond des activités économiques, mais pas de quoi engendrer une nouvelle expansion économique massive, d'autant plus certainement qu'énergie et matières premières seront plus rares et plus chères.

Quelles sont alors les transformations nécessaires que devrait engendrer la crise actuelle pour permettre à notre société de prospérer sans croissance de l'économie ? Il est bien délicat de s'adonner à ce genre de prédication, mais nous retiendrons deux institutions qui aujourd'hui ne peuvent se passer de la croissance : l'emploi et le système de crédit.

La volonté de réduire le taux de chômage est très certainement la raison principale de l'obsession que l'on porte au taux d'accroissement du PIB. En effet, la productivité tend à croître plus vite que la demande globale et le déséquilibre entre la main d'œuvre disponible et celle nécessaire à la production réelle, laquelle s'aligne sur la demande, induit un chômage forcé préjudiciable au bien-être collectif. Un taux de croissance élevé du PIB tend à réduire ce déséquilibre et à diminuer de fait le taux de chômage. Mais, dans la mesure où l'expansion économique semble destinée à marquer le pas, cette solution de fuite en avant est vouée à disparaître. Bien qu'une moindre progression de la productivité soit à attendre dans les décennies qui s'annoncent⁴⁶, du fait notamment d'un ralentissement des innovations techniques et d'un renchérissement des coûts énergétiques, il est fort probable que la demande globale aura tendance à rester en retrait, dans un contexte où l'avenir reste incertain et économiquement peu prometteur. Comment dès lors s'attaquer au problème du chômage ? D'un point de vue économique, il s'agira toujours d'employer cette épargne qui ne trouve pas à s'investir, mais d'une manière plus pérenne que des plans de relance budgétaire qui n'arriveront pas à, justement, relancer la croissance. Cette solution, préconisée par J. M. Keynes, était adaptée au contexte de l'époque mais elle ne l'est plus à celui d'aujourd'hui.

⁴⁶ Le professeur d'économie Jean Gadrey montre que les gains de productivité horaire du travail suivent depuis 1950, en France et aux Etats-Unis, une pente descendante similaire à celle que nous avons remarquée pour le PIB (cf. Figure 4.). Voir l'article « La baisse tendancielle du taux de croissance » sur son blog : <http://alternatives-economiques.fr/blogs/gadrey/2009/10/26/la-baisse-tendancielle-du-taux-de-croissance-14-les-constats>, consulté le 18.01.2010.

Réduire cette épargne au niveau des investissements disponibles est une option possible, quoique difficile à mettre en oeuvre. Il s'agirait alors d'inciter à moins épargner, ce qui pourrait prendre des formes multiples. Sécuriser les pensions de retraite serait un signal fort à l'adresse d'une population vieillissante qui s'inquiète pour son avenir et épargne en conséquence. Réduire les inégalités de revenus serait une autre possibilité, de même que supprimer la nécessité de constituer un apport pour obtenir un prêt bancaire. Une dernière éventualité dissuadant d'épargner serait d'abaisser, voire d'inverser, les taux d'intérêt, ce qui nous amène naturellement à aborder une autre institution dont la refondation est nécessaire : le système de crédit.

La révolution industrielle et la croissance économique n'auraient sans doute pas vu le jour sans le système de crédit⁴⁷ dont l'interdiction théologique est levée à la fin du Moyen Âge. Toute entreprise qui emprunte de l'argent doit rendre ultérieurement la somme prêtée, accompagnée d'intérêts. Ces intérêts l'obligent à augmenter sa production, elle ne pourrait les payer autrement. C'est ce mécanisme financier, généralisé à l'ensemble de l'économie, qui conduit à une expansion forcée de la production, autrement dit à la croissance économique. Dans la perspective d'une croissance nulle, un tel système n'est plus tenable : sans croissance du PIB, les entreprises ne peuvent plus emprunter, ce qui paralyse l'ensemble de la machine économique. Comment sortir de cette impasse ? Et si l'issue la plus simple était une suppression de ces taux d'intérêt ? Les entreprises pourraient alors continuer à emprunter, non pour augmenter la production totale mais pour transformer l'activité économique dans une perspective de soutenabilité. Mais dans ce cas, quid du système financier ? Celui-ci s'est développé ces dernières années bien au-delà de son utilité réelle au sein de la société, son dégraissage ne serait certainement pas un mal. Un système bancaire resterait néanmoins nécessaire au fonctionnement de l'économie, il pourrait être financé par des taux d'intérêt *négatifs* sur les dépôts. L'épargne était auparavant rémunérée parce qu'elle était rare au regard des investissements à réaliser et que sa non-disponibilité immédiate était perçue comme une contrainte pour l'épargnant. La situation est maintenant inversée : l'épargne est surabondante et trouve difficilement à s'investir, de plus les épargnants placent délibérément leur argent parce qu'ils n'en voient pas d'utilité immédiate et préfèrent le garder pour plus tard. Dans ces conditions, il devient normal d'exiger des *frais de garde* de cet argent plutôt que de le rémunérer, telle une villa qui ne trouve pas à se louer et qu'il faut entretenir en payant un

⁴⁷ En tout cas, pas sous leur forme libérale. Les régimes communistes ont montré que l'on pouvait s'en passer, au prix d'une centralisation étatique qui pèsera lourd dans leur manque de dynamisme ultérieur.

gardien. Cette mesure irait par ailleurs dans le sens d'une réduction de la propension à épargner et par conséquent du chômage, comme nous l'avons évoqué plus haut⁴⁸.

Ces quelques réflexions nous renvoient aux symptômes de la crise actuelle : ne serions-nous pas déjà, inconsciemment, au milieu du gué ? Les taux d'intérêt se sont réduits au cours de la décennie passée, ce qui pourrait confirmer notre intuition ; mais leur baisse n'a fait que stimuler les bulles spéculatives. Ce constat nous rappelle qu'en économie il n'est pas uniquement question de taux et de courbes, et que la dimension psychosociale ne doit jamais être sous-estimée. La croissance amplifiant la croissance était sans doute pour une bonne part un phénomène d'émulation collective. L'acheminement présent vers la croissance zéro doit également intégrer cette dimension. Tant que la population n'aura pas incorporé l'idée que son épargne n'est plus destinée à lui rapporter – et pourrait même lui coûter, le mouvement oscillatoire des bulles qui gonflent puis qui éclatent se poursuivra⁴⁹.

Demandons-nous enfin si, alors que notre société a connu au cours des décennies précédentes une forte expansion économique et logiquement cherché des solutions économiques à ses problèmes, nous ne devrions pas réfléchir à des réponses non-économiques, puisque notre monde est amené à poursuivre son évolution au sein d'autres espaces de sens que celui de l'économie ? Il n'existe peut-être pas de solution économique durable au chômage, nous serions alors plus avisés d'inventer ou de réinventer des modes parallèles d'intégration sociale qui cesseraient de faire de celui-ci un problème majeur.

Conclusion

Cette étude nous a permis de replacer le phénomène de croissance économique dans son contexte historique. Alors que les économistes ont souvent tendance à considérer l'augmentation continue du PIB comme une évidence et qu'ils s'acharnent à essayer de comprendre pourquoi il ne progresse pas comme il « devrait », nous nous sommes risqués à inverser cette perspective en revenant aux origines du phénomène pour mieux comprendre son essence et s'hasarder à formuler quelques hypothèses quant à son devenir. D'une

⁴⁸ Notons également que des taux d'intérêt négatifs s'apparentent techniquement à une situation d'inflation. Or une certaine inflation apparaît de plus en plus comme le moyen le plus plausible de réduire des déficits publics devenus colossaux.

⁴⁹ Dans cette perspective, la suppression du système de retraite par capitalisation devient incontournable : sans croissance réelle, les fonds de pension ne survivent que par la spéculation qu'ils génèrent.

perception de la croissance du PIB comme un fait désincarné, atemporel et contrôlable (Figure 13a.), nous sommes passés à une représentation historique avérée (Figure 13b., trait plein) qui nous a amené à avancer une projection logique dans l'avenir (pointillés) et à proposer une interprétation du phénomène dans son ensemble.

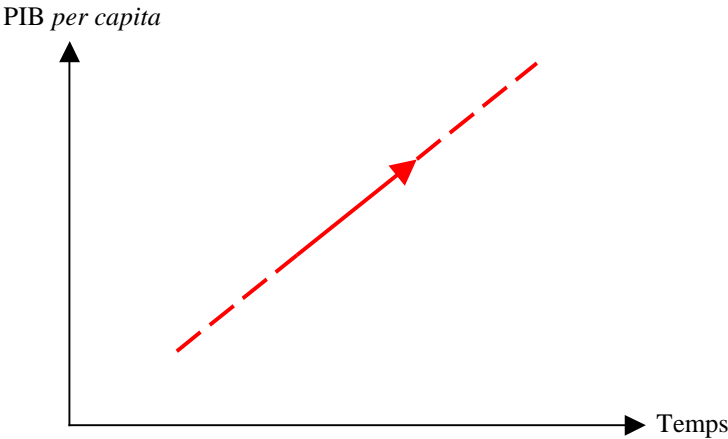


Figure 13a. Représentation schématique d'une perception ahistorique de la croissance du PIB.

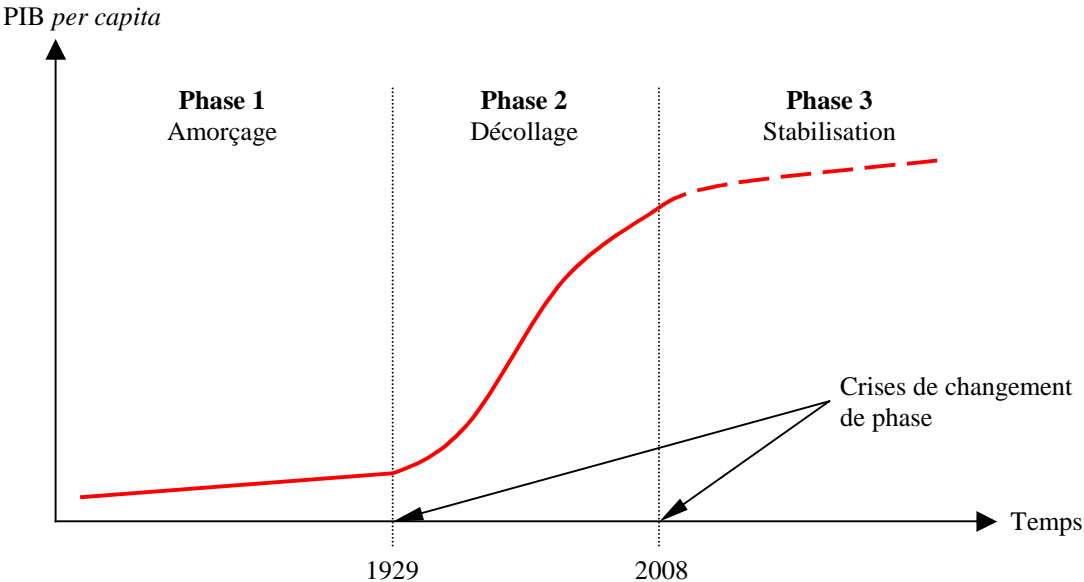


Figure 13b. Représentation schématique de la transition économique.

De nombreux indices nous ont conduit à élaborer cette représentation : le fait que l'augmentation soutenue du PIB soit un phénomène récent qui a connu une accélération certaine après la Grande Dépression des années 1930, l'observation d'un ralentissement de cette augmentation depuis plusieurs décennies, enfin la survenue d'une crise majeure aux deux moments où l'accroissement du PIB change de rythme. A ces éléments, s'ajoutent d'une part la compréhension de l'expansion économique comme conséquence d'une révolution industrielle en cours d'achèvement, et d'autre part l'inscription de ce bouleversement de l'économie dans un mouvement de transformation beaucoup plus vaste de la société, avec des mutations démographiques, sanitaires, éducatives et territoriales qui sont toutes caractérisées par la transition d'un état stable à un autre état de stabilité.

De ces faits, nous tirons l'interprétation suivante : la croissance économique n'est qu'un phénomène transitoire, permettant le passage d'une économie essentiellement rurale d'autosubsistance à une autre basée sur l'industrialisation, la spécialisation des tâches et la multiplication résultante des échanges marchands. Le concept de *transition économique*⁵⁰ dépasse – tout en l'englobant – la notion de *croissance économique*, laquelle, en se focalisant sur la phase intermédiaire de forte progression du PIB, ne permet pas de penser correctement la phase terminale de cette transition, à savoir l'acheminement progressif vers une croissance nulle.

Il semble de fait possible de décomposer cette période de transition économique en trois phases calquées sur les différentes étapes de la révolution industrielle. Il est d'usage de distinguer une première révolution industrielle, celle du charbon et de la machine à vapeur, d'une seconde à laquelle on associe l'électricité, les hydrocarbures et le moteur à explosion. On prédit même l'avènement d'une troisième révolution, « verte » pour l'occasion. Il nous paraît plus cohérent de penser la révolution industrielle comme un événement unique, mais composé de trois phases : une première phase, associée à la « première révolution », serait celle de l'amorçage de cette révolution industrielle, avec un PIB s'élevant encore lentement ; une deuxième phase, la « seconde révolution », serait le temps d'une expansion très rapide de l'économie ; la troisième phase commencerait maintenant et permettrait une stabilisation du PIB tout en rendant le fonctionnement de la société soutenable d'un point de vue écologique.

Nous n'avons sans doute pas assez insisté sur les contraintes énergétiques et écologiques qui pèseront de plus en plus lourdement dans le sens d'un ralentissement de la

⁵⁰ A ne pas confondre avec la notion d'« économie en transition » qui caractérisait le passage à l'économie de marché des anciennes républiques socialistes après la fin de l'URSS.

croissance économique. En effet, alors que les perspectives de croissance au sein d'une économie « dématérialisée » semblent chimériques⁵¹, la nécessaire conversion de notre société à la sobriété énergétique poussera plutôt notre économie dans le sens de la décroissance. Nous avons déjà expliqué pourquoi l'idée d'une « croissance verte » était illusoire : l'essentiel de l'activité économique qui devra être créée se substituera à d'autres activités vouées à disparaître, constituant à long terme un jeu à somme nulle en termes de progression du PIB et de création d'emploi⁵². Les partisans de la « décroissance » ne devront cependant pas crier victoire trop rapidement. Si une certaine diminution du PIB est possible, aucun mouvement soutenu de décroissance économique ne semble envisageable, tout du moins à l'horizon des prochaines décennies. Un retour massif à la vie paysanne d'autrefois est tout simplement utopique à brève échéance par la seule contrainte de la masse démographique actuelle. Nous allons, c'est certain, vers une consommation d'énergie et une utilisation des ressources naturelles plus modérées. Mais ces transformations ne devraient pas pour autant remettre en cause la société industrielle dans ses fondements ; la croissance, phénomène transitoire, n'en faisant pas partie⁵³.

Il est de plus important de préciser que nous ne nous sommes intéressés qu'à l'histoire économique des pays que l'on qualifie aujourd'hui d'industrialisés, à savoir les nations dont la population est majoritairement européenne (Europe, États-Unis, Canada, Australie, Nouvelle-Zélande) ainsi que le Japon. Ce sont ces États qui ont été les principaux acteurs de la Seconde Guerre mondiale, et les mêmes qui ont connu une période de très forte croissance économique dans la seconde moitié du XX^e siècle. Le reste du monde a longtemps joué les seconds rôles, ayant une influence marginale sur un processus confiné à l'Occident et au Japon. Tel n'est plus le cas aujourd'hui. Les pays du Sud-Est asiatique notamment sont dorénavant engagés dans un mouvement de transition économique similaire, avec un déphasage de quelques décennies comme le montre la Figure 14. :

⁵¹ Nous avons vu plus haut que les TIC, malgré leur dynamisme et leur importance dans les taux de croissance de ces dernières années, ne peuvent générer de forte augmentation du PIB de part leur faible poids dans l'économie.

⁵² Un effet temporairement positif reste cependant possible, par juxtaposition provisoire de l'ancien système, condamné à disparaître par la suite, et du nouveau.

⁵³ De fait, si un découplage (*delinking*) entre évolution du PIB et exploitation des ressources naturelles est possible – ce qui reste à démontrer, ce serait plutôt par une utilisation décroissante de ces ressources à PIB constant que par poursuite de la croissance du PIB.

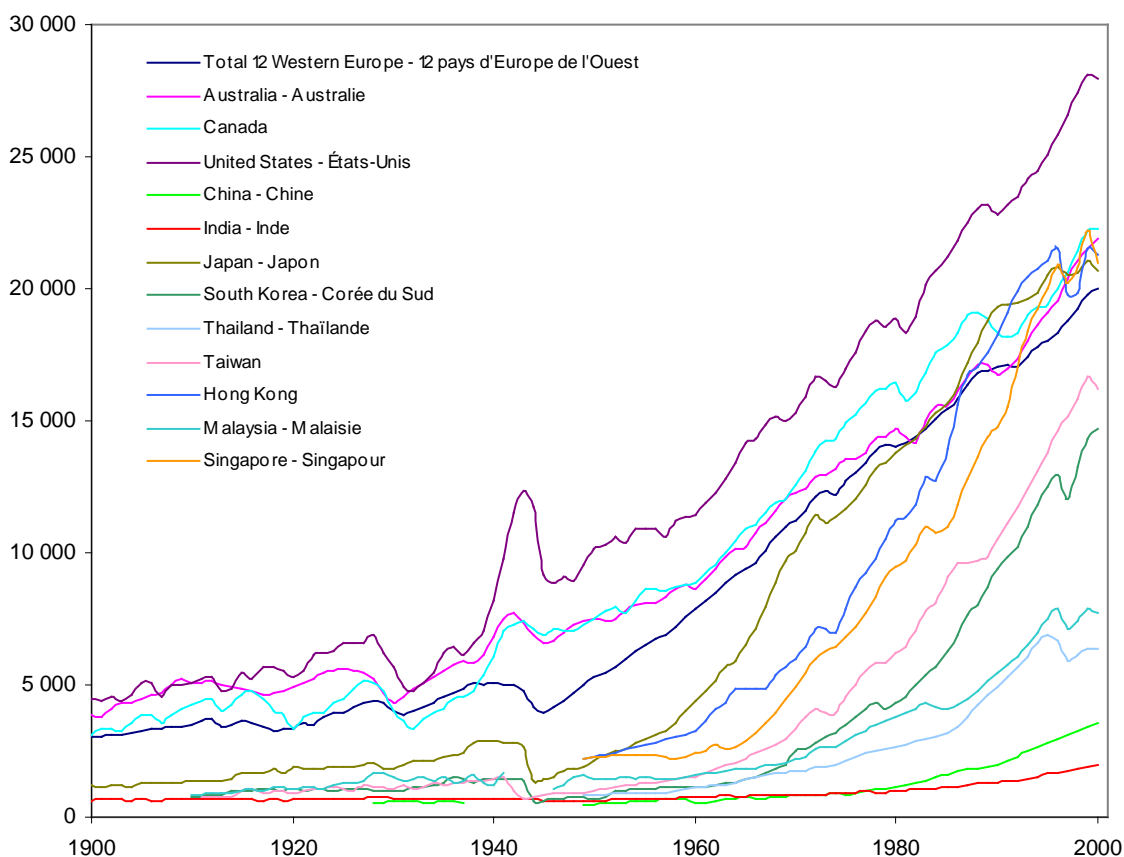


Figure 14. Évolution du PIB per capita de certains pays occidentaux et asiatiques 1900-2001⁵⁴.

Garder à l'esprit cette diachronie est essentiel : si la Chine connaît aujourd'hui une expansion économique aussi soutenue, c'est parce qu'elle traverse une période d'industrialisation de sa société telle que l'ont vécu les pays riches il y a cinquante ans. L'explosion du PIB chinois est tout aussi normale que la stagnation économique de ces derniers. Le dynamisme économique de cette partie du monde n'est cependant pas sans influence sur le reste de la planète. Ainsi, la croissance asiatique « tire » probablement les économies les plus développées, parasitant en quelque sorte la courbe théorique de transition économique⁵⁵.

Car c'est bien un modèle théorique que nous avons élaboré, en nous appuyant sur des événements passés. Mais l'Histoire à venir ne se laisse pas capturer aussi facilement, et les

⁵⁴ Extrait de la base de données d'Angus Maddison. Fichier Excel téléchargé le 21.09.2009 sur la page du Pr Ralph J. Brown de l'Université du Sud Dakota : <http://people.usd.edu/~rbrown>.

⁵⁵ L'influence s'exerce dans les deux sens. Ainsi s'explique sans doute l'absence de crise précédant le décollage des économies asiatiques : leur stratégie d'exportation, facilitée par une sous-évaluation de leur monnaie, a pallié efficacement au déficit de leur consommation intérieure. Cette option n'était évidemment pas disponible pour les pays occidentaux dans les années 1930.

deux facteurs que nous venons d'aborder, contraintes écologiques et énergétiques d'une part, réveil économique du reste du monde d'autre part, pourraient bien perturber notre modèle jusqu'à le rendre inopérant. Bien conscients de ces limites, nous estimons qu'il vaut néanmoins la peine de s'essayer à ce genre d'exercice de prospective, et nous espérons que ces quelques pages auront contribué dans une certaine mesure à porter un nouveau regard sur l'histoire de notre économie et sur son évolution possible.